

AKTUELL

PRÉVENTION

Drug Coaches

Luc Caregari

Le Centre de prévention des toxicomanies (Cept) a organisé cette semaine un colloque sur le thème du « recreational drug use » - et mis en avant que, petit à petit, les mentalités sont en train de changer, par la force des choses.

« Je dois admettre que je suis jaloux. Venant d'un État, le Royaume-Uni, aussi réactionnaire dans sa politique des drogues, je ne peux que souhaiter que mon pays prenne le même chemin que le Luxembourg, la Suisse ou l'Autriche en ce qui concerne la réduction des nuisances causées par les drogues. Car je reste persuadé qu'avec de meilleures politiques la plupart des problèmes liés aux drogues disparaîtraient. » Les mots de David Nutt, professeur de neuropsychopharmacologie à l'Imperial College de Londres et à la tête de DrugScience, l'ancien Independent Scientific Committee on Drugs britannique, peuvent surprendre. Surtout que le Luxembourg n'est pas vraiment progressiste - même si le nouveau plan national drogues contient quelques avancées (woxx 1319), surtout en ce qui concerne la prévention et le travail avec les usagers « non problématiques ».

« Less Morality, More Science »

Ces derniers étaient aussi au centre de l'attention du colloque organisé par le Cept. Car, trop souvent, les autorités ne se préoccupent que des personnes déjà tombées dans des addictions graves et ignorent celles qui consomment tout en fonctionnant normalement - comme l'employé de banque qui aime bien sortir le weekend en prenant un cachet de MDMA. « Nous devons être des interlocuteurs pour ces personnes », explique Alex Bücheli du Safer Nightlife Switzerland Network, « et on n'est pas là pour leur faire la morale et leur dire d'arrêter sur-le-champ - ce qui ne fonctionne pas. Ou seulement dans des cas où la consommation est sur le point de devenir problématique. Nous sommes des coaches, nous les informons sur les risques et les nuisances et donnons des conseils sur l'usage de certaines substances. Et puis nous testons aussi les drogues pour éviter que des substances trop nocives se répandent ».

« Moins de morale, plus de science », comme l'a formulé David Nutt, semble aussi être le nouveau credo au Luxembourg, où depuis peu le

parquet autorise des spécialistes à aller dans les clubs ou festivals pour tester les drogues et informer les consommateurs - tout cela dans un cadre légal, sans que la police intervienne.

Pour aller plus loin, les choses se compliquent un peu. Ainsi, le fameux modèle portugais - dépénalisation de toutes les substances et décriminalisation des consommateurs - a été relativisé. Non pas parce qu'il serait un échec, mais par une mise en contexte : « Il ne faut pas oublier que le Portugal a adopté ce programme alors que le pays était en chemin vers la banqueroute », a remarqué Adam Winstock, le fondateur de la Global Drug Survey. C'est vrai que la répression de l'usage de toutes les drogues considérées comme illégales coûte des milliards d'euros chaque année. « Et puis, il ne faut pas oublier la pression qu'exercent toujours les États-Unis sur les grands pays européens en matière de politique des drogues », ajoute David Nutt.

Dans ce cas-là, comme l'a remarqué Alex Bücheli, être un petit pays peut être un avantage. Comme en Suisse, où la législation sur le cannabis est beaucoup plus libérale que dans la majorité du reste de l'Europe. Et David Nutt d'enchaîner : « Si j'étais au pouvoir au Luxembourg, je légaliserais le cannabis médical. Ça rapporterait énormément d'argent à l'État et ferait sûrement le bonheur des habitants des pays voisins. » Ce qui a déclenché une hilarité générale.

Aussi parce que, malgré de timides avancements, le grand-duché est loin du compte quand il s'agit de sortir du tout répressif. En janvier de cette année, le woxx avait mené une interview avec le ministre Félix Braz sur ce sujet (woxx 1302). À l'époque, le ministre avait évoqué des discussions qui seraient en cours, avant la fin desquelles il ne pourrait pas se prononcer. Intercepté en fin de conférence de presse, Jean-Paul Nilles, le directeur du Cept - qui s'était prononcé en faveur d'une dépénalisation - ne sait pas où en sont ces discussions : « J'en ai aussi entendu parler, mais pour le moment nous n'avons pas été intégrés dans un vrai processus de débats. Sauf pour quelques interventions ponctuelles, on ne nous a pas consultés. Je suppose toujours que cela se fera - peut-être après la présidence européenne. »

SHORT NEWS

Handreichung für Flüchtlinge

(rg) - Als Anfang der 1990er Jahre auch in Luxemburg die Zahl der Asylsuchenden in die Höhe schnellte, übernahm die katholische Kirche mit dem „Services de réfugiés“ der Caritas einen aktiven Part bei der Betreuung der Ankommenden. Integration war noch nicht in aller Munde, und besonders im Falle der Balkanländer wurde, damals wie heute, der freiwilligen oder unfreiwilligen Rückführung Priorität eingeräumt. Die aktuelle Flüchtlingswelle hat die Luxemburger Kirche dazu veranlasst, ein neues Projekt zu einem menschenwürdigen Umgang mit den Flüchtlingsfamilien zu lancieren. Per Hirtenbrief ruft „Père Évêque“ Jean-Claude Hollerich dazu auf, in den Pfarrgemeinden Empfangskomitees zu gründen, die sich vor Ort um Flüchtlinge kümmern sollen. Dabei setzt die Kirche diesmal verstärkt auf ehrenamtliches Engagement, das aber von professionellen Kräften unterstützt werden soll. Auch wenn es sich bei dieser Aktion um eine rein katholische Initiative handelt, so richtet sie sich doch an Flüchtlinge aller Nationalitäten und Konfessionen. Jean-Claude Hollerich zeigte anlässlich der Vorstellung des Projekts kein Verständnis für Politiker - aber auch Kirchenvertreter, vor allem aus Osteuropa -, die nur ChristInnen aufnehmen wollen. Auch das Prinzip der Rückführungen sieht der Kirchenobere kritisch: Er verstehe nicht, weshalb Familien mit Kindern, die erfolgreich integriert werden konnten, in Länder wie Albanien zurückgeführt werden, obwohl ihnen dort Unterdrückung droht.

www.reech-eng-hand.lu

Réfugiés : assurer la prise en charge à tous les niveaux

(da) - Garantir à chaque réfugié le même accès aux soins médicaux et psychologiques qu'aux résidents luxembourgeois, voilà l'objectif de la ministre de la Santé Lydia Mutsch. C'est ce qu'elle a fait comprendre lors d'une visite du centre médico-social situé rue Marshall, près de la gare. C'est là que sont soumis à un examen médical tous les demandeurs de protection internationale qui arrivent au Luxembourg. Si les médecins voient environ 200 personnes par mois en ce moment, « on pourrait prendre en charge jusqu'au double », affirme la ministre. N'empêche, le ministère a préféré engager deux personnes supplémentaires au cas où. Niveau santé, il n'y aurait rien à signaler pour la grande majorité des arrivants, affirme le docteur Weicherding de l'inspection sanitaire. Néanmoins, les demandeurs de protection internationale seraient tous soumis à des tests de dépistage de maladies contagieuses. Concernant la santé mentale des arrivants, le constat est tout autre. Parmi les réfugiés adultes, près des deux tiers auraient été témoins de violences, tout comme environ 40 pour cent des enfants, explique la psychiatre Juliana D'Alimonte. Troubles de stress post-traumatique, dépressions, flash-back, cauchemars... la liste des troubles psychiques serait longue et la prise en charge ciblée dès le début d'autant plus importante.

Tax rulings : Juncker savait bien

(lc) - Dès que le député européen Die Linke Fabio De Masi l'a obtenue, la fameuse page manquante du « rapport Krecké » s'est vite propagée dans les médias nationaux et internationaux. Et, comme prévu, cette page qui avait presque le statut de secret d'État ne contient rien de surprenant. Krecké y reconnaît que les « accords préalables » n'ont aucune base légale au Luxembourg - une situation palliée en janvier de cette année, donc après l'affaire Luxleaks. Il constate même que le fameux bureau numéro 6, où passent les multinationales et leurs conseillers des « Big Four » pour négocier des avantages fiscaux, doit se départir « d'une attitude traditionnellement fort négative vis-à-vis d'opérations dont les avantages fiscaux constituent une des principales justifications ». Il semble que ces mots aient été pris à la lettre par le bureau 6. Juncker, par contre, ne semble pas avoir pris au sérieux l'avertissement donné par le député socialiste à la fin de la page, celui de « suivre d'un peu plus près les 'accords' ainsi opérés ». Donc rien de scandaleux en somme. Excepté le fait que cette page a été écrite il y a 18 ans et que donc, depuis cette époque, Juncker savait que les tax rulings étaient délicats...